

Le Comité Social et Economique dans les établissements SEVESO II en matière de santé et sécurité au travail

POUR QUELS ETABLISSEMENTS ?

- Etablissements classés « SEVESO seuil haut » (ICPE soumise à autorisation assortie de servitudes d'utilité publique)
- Etablissements de stockage souterrain de gaz naturel, d'hydrocarbures ou de produits chimiques
- Etablissements comportant une INB civile (réacteurs nucléaires, installations de préparation, d'enrichissement, de fabrication, de traitement ou d'entreposage de combustibles nucléaires ou de traitement, d'entreposage de combustibles nucléaires ou de déchets radioactifs)

Le CSE de l'entreprise utilisatrice

Des moyens nécessairement supplémentaires et des attributions particulières qui restent renforcées

Des moyens nécessairement supplémentaires par voie d'accord d'entreprise

- Un **nombre de représentants** du personnel au CSE qui doit être augmenté par la voie de l'accord d'entreprise
- Un **nombre d'heures de délégation** nécessairement majoré d'au moins 30% : un accord d'entreprise peut aller au delà
- Une **formation spécifique** des membres du CSE aux risques particuliers en rapport avec l'activité de l'entreprise: un accord d'entreprise peut en définir les modalités , notamment pour son renouvellement
- La possibilité de recourir à un **expert en risques technologiques** (sauf INB) dans deux cas : pour avis sur demande d'autorisation d'exploitation préfectorale ou en cas de danger grave en rapport avec l'installation
- Une **CSSCT** doit être créée au sein du CSE : un accord d'entreprise en fixera les modalités de fonctionnement (nombre de membres, missions déléguées par le CSE, nombre d'heures de délégation, moyens , nombre de réunions)

La commission santé sécurité et conditions de travail, une instance obligatoire négociée

-**Une instance obligatoire pour** : les établissements classés SEVESO II, INB, gisements miniers/ entreprises ou établissements d'au moins 300 salariés

-**Des missions et des moyens à négocier**: la CSSCT n'est qu'une émanation du CSE (pas de prérogatives ni de de moyens en propre contrairement au CHSCT) : importance donc de l'accord d'entreprise pour en fixer les modalités de fonctionnement.

-----**l'accord d'entreprise** : un accord majoritaire signé par DS (sans possibilité de référendum). A défaut de DS, accord CSE (à défaut d'accord, règlement intérieur du CSE)

-----**le champ de la négociation : composition, fonctionnement et attributions de la CSSCT**

Composition : nombre d'élus du CSE, titulaires ou suppléants (dont au moins 3 représentants du personnel du CSE comptant un représentant du second collège)

LA CSSCT, une instance obligatoire négociée

Fonctionnement : nombre de réunions, d'heures de délégation , durée de la formation des élus nécessaire à l'exercice de leurs missions (d' au moins 5 jours pour les entreprises de plus 300 salariés, d'au moins 3 jours pour les entreprises d'au moins 300), conditions et modalités de la formation spécifique de ses membres correspondant aux risques particuliers en rapport avec l'activité de l'entreprise.

Attributions : par délégation du CSE de tout ou partie de ses missions santé sécurité sauf ses attributions consultatives et le recours à l'expertise

Ex : analyse des risques professionnels et proposition d'actions de prévention

Enquêtes accident du travail

Inspections en matière de santé et sécurité.

- **Un accord d'entreprise global sur le CSE portant tant sur la CSSCT que sur les moyens supplémentaires dont doivent disposer les membres de la CSE ne pourra qu'être envisagé. Cet accord pourra également prévoir la composition et les modalités de fonctionnement de la CSSCT élargie.**

LE CSE, des attributions particulières qui restent renforcées

➤ **Attributions générales du CSE en matière de santé et sécurité au travail:** à deux dimensions selon les effectifs de l'entreprise

--**de 11 à 49 salariés:** « promouvoir la santé, la sécurité et les conditions de travail » , réaliser des enquêtes AT-MP, droit d'alerte en cas d'atteinte à la santé physique et mentale des salariés ou de DGI

--**de 50 et plus:** idem +

-procéder à l'analyse des risques professionnels auxquels peuvent être exposés les travailleurs et des effets de l'exposition à certains facteurs de risques professionnels (ACD, bruit, manutention de charge...)

-contribuer notamment à œuvrer en vue d'améliorer la situation des femmes et des travailleurs handicapés

-susciter toute initiative qu'il estime utile et proposer notamment des actions de prévention du harcèlement moral , sexuel et des agissements sexistes

-information consultation sur les conditions de travail notamment sur la durée du travail , l'introduction de nouvelles technologies et tout aménagement important modifiant les conditions de travail, sur les mesures prises pour faciliter le maintien dans l'emploi des accidentés du travail

➤ Attributions particulières du CSE dans les établissements SEVESO

Le CSE reste spécifiquement consulté sur :

- la liste des postes de travail liés à la sécurité de l'installation
- la sous-traitance d'une activité jusqu'alors réalisée par les salariés de l'établissement
- les moyens de prévention, de lutte contre l'incendie et de secours
- le plan d'opération interne
- le dossier de demande d'autorisation d'exploiter adressé à la préfecture

Le CSE reste spécifiquement informé sur:

- de tout incident qui aurait pu entraîner des conséquences graves et peut en faire l'analyse en vue de d'action de prévention
- de la politique de sûreté pour les établissements comptant une INB

LA COMMISSION SANTE SECURITE ET CONDITIONS DE TRAVAIL ELARGIE (anciennement CHSCT élargi)

-objet : quand le **CSE** de l'établissement SEVESO se réunit en vue de définir des règles communes de sécurité et des mesures de prévention, il s'appuie sur les travaux de la CSSCT élargie aux entreprises extérieures (chefs d'entreprise et salariés) .

Ex: préparation d'un futur arrêt technique, plan de prévention

-composition et modalités de fonctionnement de la CSSCT élargie : déterminées **par accord, notamment d'entreprise**. A défaut d'accord, le décret du 19 mai 2008 (art.R4523-5 à R.4523-16 CT) continue à prévoir des dispositions supplétives sur la composition, le rythme des réunions de la commission (au moins une par an /après un accident grave) et le statut des salariés des entreprises extérieures (voix consultative, obligation de discrétion..). Leur mandat prend fin avec celui des membres de la CSE.

- **Pour plus de cohérence ,un accord d'entreprise global portant sur le CSE est de nature à prévoir outre la composition et les modalités de la CSSCT mais aussi celles de la CSSCT élargie.**

LE COMITE INTERENTREPRISES DE SANTE ET DE SECURITE AUTRAVAIL

Le CISSCT dans sa composition et son fonctionnement n'a pas été modifié par les ordonnances « Macron » sauf à préciser qu'il assure la concertation dans le périmètre d'un plan de prévention des risques technologiques non plus des CHSCT mais des CSE des établissements comprenant au moins une installation SEVESO II, ou de stockage souterrain de gaz naturel, d'hydrocarbures ou de produits chimiques.